



Déclaration FSU11 au CTSD du 04 septembre 2018

Faire des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus aisés, s'étonner qu'il n'y ait plus d'argent dans les caisses de l'État pour financer des projets puis feindre de constater que les réformes prévues sont d'autant plus impérieuses : la méthode est éculée. Individualisation et injustice sociale sourdent des déclarations du Premier ministre. Ainsi, le retour du « travailler plus pour gagner plus » cher à Nicolas Sarkozy, dont tout le monde a fait le constat de l'inefficacité tant pour augmenter substantiellement les revenus des travailleurs que pour contribuer à résorber le chômage. Ainsi la paupérisation assumée des plus démunis et des retraités, comme si les chômeurs l'étaient de leur plein gré et que les retraités ne participaient pas à la prospérité du pays. Ainsi les premières annonces sur la réforme des retraites qui n'ont d'autre objectif que de niveler les pensions par le bas. Et le Premier ministre de confirmer récemment les orientations libérales du gouvernement en confirmant une baisse des dépenses publiques dans la préparation du budget 2019. « Nous voulons que les Français puissent revenir vers le travail » explique-t-il. Mais de toute évidence, il considère que l'Etat n'a pas à montrer l'exemple en créant les emplois nécessaires dans la Fonction publique. Pire, il confirme 4 500 suppressions de postes en 2019.

Imaginer que l'Éducation Nationale serait épargnée dans ce coup de rabet budgétaire est illusoire et le Ministre Blanquer répète lui aussi qu'il ne veut pas discuter des moyens. Comme il connaît l'équation démographique et l'arrivée de 30 000 élèves supplémentaires dans le second degré (en collège notamment), il a conçu des réformes qui permettront des économies. L'application en 2019 de la réforme du lycée va dans ce sens, en étroite cohérence avec la sélection imposée par Parcoursup. Quant à la crise du recrutement qui perdure, du fait en particulier de l'insuffisance des rémunérations, là encore, aucune mesure pour tous mais un développement de l'individualisation des salaires, du recrutement de contractuels dans bon nombre de département en lieu et place de titulaires et la mise en concurrence des établissements via la multiplication des évaluations et leur possible publication !

Concernant la carte scolaire de notre département : la dotation nulle préfigure une nouvelle dégradation des conditions de travail des enseignant-es et des élèves dans notre département qui n'avait pas besoin de ça. Baisse significative des effectifs par classe, développement des RASED pour couvrir de façon efficiente tout le territoire, développement dans de bonnes conditions de la scolarisation précoce en maternelle, création d'ULIS école et collège pour accueillir tous les élèves en situation de handicap, montée en puissance du plus de maîtres que de classe pour développer le travail en équipe et aller vers une réduction du temps de travail devant élève...Qu'adviendra-t-il de tous ces leviers nécessaires à œuvrer à la réussite de tous nos élèves dans un département rural et en proie à de grandes difficultés sociales comme l'Aude quand on voit revenir sur le devant de la scène la vieille rengaine rétrograde faisant du service public une charge plutôt qu'un investissement pour l'avenir ?

L'avenir immédiat, c'est l'urgence de cette rentrée et les écoles qui connaissent des hausses importantes d'effectifs. C'est pourquoi, pour la FSU, nous vous demandons, Madame l'Inspectrice d'Académie de bien vouloir envisager une ouverture de classe dans les écoles suivantes. En élémentaire à Palaja ; en primaire aux Troubadours à Carcassonne ; et en maternelle à Montredon Carcassonne. Concernant la situation des écoles de Narbonne, maintenant que les situations sont stabilisées et que la forte tension démographique est avérée sur la commune, nous vous demandons d'ouvrir une classe en élémentaire et une en maternelle afin de décongestionner un peu la situation.

Enfin, pour la FSU, nous sommes très inquiets sur le sort réservé aux élèves en situation de handicap en cette rentrée 2018, notamment sur les collèges de Narbonne. Afin de pallier à la situation d'urgence et pouvoir accueillir en ULIS-COLLÈGE tous les élèves, la plupart des classes ULIS-COLLÈGE ont vu leur effectif grimper à 15 là où les textes officiels préconisent 10 par classe. Treize ans après la promulgation de la loi sur le handicap de 2005, ce n'est pas la meilleure façon d'envisager la scolarisation de ces élèves et lever les angoisses des familles. En outre, la FSU a été alerté de tensions concernant aussi les ULIS-ECOLE avec un certain nombre d'élèves sur liste d'attente faute de place dans ces classes. Ces élèves vont-ils devoir passer une année supplémentaire en milieu ordinaire alors qu'ils ont un projet personnalisé de scolarisation en ULIS ? C'est pourquoi nous souhaitons, Madame l'Inspectrice d'Académie, que la situation des ULIS soit examinée lors de ce CTSD, dans l'espoir que des solutions pourront être trouvées pour pallier la situation d'urgence et envisager une meilleure prise en compte des besoins en ULIS pour la carte scolaire à venir. A ce sujet la FSU tient à rappeler ses revendications :

- que chaque élève reconnu en situation de handicap puisse être accueilli dans le dispositif correspondant à ses besoins : ULIS, établissements spécialisés ;
- que les effectifs des dispositifs ULIS ne dépassent pas les 12 élèves en école et les 10 élèves en collège vu la diversité et la fragilité des élèves accueillis ;
- que les créations de classe-ULIS répondent à ces 2 exigences, sans oublier d'améliorer l'ULIS lycée.

Cette rentrée se fait donc sous le signe d'une pression toujours plus importante sur les salariés, les chômeurs, les retraités, les services publics dont celui d'éducation. Brutalité des annonces, casse des solidarités, recettes éculées de la droite libérale, le tout teinté d'autoritarisme grandissant, telle est la méthode de gouvernement d'Emmanuel Macron. Face à cela, la FSU privilégie pour sa part un système de solidarité, une meilleure répartition des richesses produites pour permettre davantage de justice sociale. Forte de ces revendications pour plus de justice sociale, la FSU continuera d'œuvrer afin que la riposte collective soit à la hauteur des attaques.